



## PLACE AUX JEUNES, A L'EMPLOI ET AU PROGRES SOCIAL.

**Encore deux ans de plus pour arriver à la retraite ?  
France travail Jeunes ?  
FO dit non !**

La Commission Nationale des Missions Locales FO s'est réunie les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2023 à Paris. Elle constate que la situation générale est toujours aussi détériorée pour les salariés, les jeunes, les retraités du point de vue international avec l'économie de guerre qui perdure, du point de vue économique avec des salaires trop bas et une inflation qui galope, et aussi du point de vue social avec la poursuite de la casse des services publics.

C'en est trop !

- ⇒ Les salariés, les jeunes, les retraités n'en peuvent plus des mensonges d'Etat comme le soi-disant déficit des retraites.
- ⇒ Ils n'en peuvent plus de la provocation permanente que constitue l'austérité alors que les milliards sont là.
- ⇒ Ils n'en peuvent plus des mesures antisociales comme le refus du repas à 1 euros pour les étudiants.
- ⇒ Ils n'en peuvent plus des choix gouvernementaux qui destinent les aides publiques aux entreprises et aux marchés financiers, et les restrictions au peuple.

Dans les Missions Locales cela se traduit par la dégradation des situations des jeunes, par du turn-over des salariés mécontents des conditions de travail et de rémunération, par de la souffrance au travail.

**Pour les salariés des Missions Locales, comme pour 80 % de la population, il est hors de question de travailler encore deux ans de plus !**

### Réforme des retraites

Depuis le 19 janvier, la résistance et la colère s'expriment avec détermination. Nous vivons une situation inédite par l'ampleur de la mobilisation pour le retrait de la réforme MACRON/BORNE sur les retraites, et l'unité intersyndicale.

Face à cela, le gouvernement provoque chaque jour avec des déclarations mensongères ! Sous couvert de pragmatisme, il s'agit purement de la matérialisation de l'idéologie libérale. D'où, les mensonges répétés par exemple sur l'équilibre financier du régime de retraite.

**La Commission nationale des Missions locales FO engage l'ensemble des salariés du réseau à se mobiliser ce 7 mars par la grève et la manifestation, et à se réunir pour décider de la reconduction du mouvement jusqu'au retrait du projet de réforme !**

## Politique salariale

L'augmentation de la valeur du point en 2023 pourrait paraître conséquente, il n'en est rien ! Rien pour le rattrapage de la valeur du point gelée pendant des années. L'augmentation prévue en 2023 ne comblera même pas la perte du pouvoir d'achat liée à l'inflation et à l'explosion continue des prix pour les ménages : logement, énergie, alimentation, transports etc....

Pour FO, les salaires doivent augmenter de façon significative. FO revendique également les 183 euros pour tous les salariés des Missions Locales, qui font partie intégrante de l'accompagnement socio-éducatif.

## Contrat d'Engagement Jeune : un an après

Un an après son lancement, les analyses et les inquiétudes de FO se confirment. Le CEJ est venu remplacer un dispositif qui fonctionnait et qui avait fait ses preuves, la Garantie Jeunes. En effet, avec l'arrivée du CEJ, l'idéologie libérale est à l'œuvre, toujours avec l'obsession du travail à tout prix (et si possible au plus bas coût). FO dénonce cette marchandisation et l'instrumentalisation de la jeunesse.

Le CEJ n'est pas un outil destiné à l'insertion durable des jeunes dans la société. Le CEJ est un pansement sur une jambe de bois, un dispositif occupationnel.

- ⇒ Sa durée déterminée est largement insuffisante (6 mois, 12 au mieux). Cette temporalité n'est pas suffisante à l'émergence d'un projet individuel, à une orientation et une insertion pérenne.
- ⇒ Son contenu est lié à l'injonction et au contrôle, bien loin des besoins des jeunes et du cœur de métier des Missions Locales.

Pour FO, le réel objectif du déploiement du CEJ, est de préparer l'arrivée d'un nouveau système, dans lequel l'insertion et l'emploi s'effacent au profit d'un contrôle du travail et de l'activité. C'est cette même idéologie qui a abouti à la contre-réforme de l'assurance chômage.

FO maintient ses revendications : le retour à des financements pérennes non liés à des objectifs, le retour à la libre adhésion pour les jeunes, à l'accompagnement global sans contrepartie.

En novembre 2022, FO écrivait : « Le CEJ augure de l'arrivée de France Travail par l'ouverture à d'autres opérateurs préparant ainsi la mise en place d'un guichet unique ». Nous y sommes !

## « France Travail Jeunes » à la place des Missions Locales : QUELLE CON-FUSION !

En novembre 2022, nous écrivions : France Travail pour quoi faire ?

4 mois plus tard, quelques réponses se dessinent :

- ⇒ Le **changement de nom** des Missions Locales : « **France Travail Jeunes** »
- ⇒ L'annonce d'un **algorithme** pour déterminer l'orientation.

Sur le changement de nom, FO rappelle son inquiétude quant au choix du vocabulaire : France Travail. Ce vocabulaire fait partie de l'empreinte voulue par ce gouvernement : France Compétences, France Stratégie, France Services, France Connect, France Relance etc.... Pour France Travail, il faut bien noter que ce n'est pas France Emploi. A quoi sert de changer de nom, à part vouloir imposer une idéologie ? Ne plus nommer c'est faire disparaître.

**Les Missions Locales disparaîtront avec les valeurs qui ont fondé le réseau.  
Pour FO, les Missions locales ne doivent pas changer de nom.**

Pour FO, **l'algorithme** est à nouveau une émanation de l'idéologie libérale qui veut « rationaliser, optimiser » pour substituer l'intervention humaine par la technologie. Le postulat qui voudrait que la technique soit plus efficace que l'Homme cache d'autres objectifs moins avouables, comme la baisse du coût du travail humain et les restrictions de liberté.

Pour FO, la technologie, l'intelligence artificielle doivent être au service de l'humain, non pas pour le remplacer, mais pour diminuer la pénibilité.

Le progrès social, la liberté et les valeurs fondamentales de ce qui fait société doivent rester des priorités irréductibles.

Les jeunes ont besoin de dialogue, d'écoute, de référent réel et non virtuel. Les outils doivent rester des outils. Les parcours individuels sont faits de doutes, d'évolutions, de changements. C'est à l'opposé du modèle que veut imposer « France Travail ». La petite phrase qui voudrait faire croire qu'il reste possible d'intervenir après l'algorithme vise uniquement à faire accepter que les choix et les décisions ne sont plus du ressort de l'individu, mais d'un résultat dicté par l'outil. Demain, ce sera une nouvelle étape, toujours plus libéricide.

**FO dénonce à nouveau la méthode qui consiste à imposer après un semblant de concertation, des décisions qui ne servent finalement qu'à faire avancer le programme politique : austérité pour les pauvres, abondance pour les riches.**

**FO soutient les salariés des Missions Locales qui, dans ces conditions, continuent à résister et à défendre leurs emplois.**

## **FO revendique :**

- **Des financements pérennes, la fin des contrats pluriannuels d'objectifs (CPO)**
- **Les moyens à hauteur des besoins de l'accompagnement global des jeunes**
- **Les moyens pour les projets d'insertion des jeunes : une allocation ferme sur laquelle les jeunes peuvent compter**
- **Une augmentation significative des salaires et les 183 euros pour tous, tout de suite**
- **L'amélioration des conditions de travail par la baisse de la charge de travail**

**FO s'oppose à la mise en place de France Travail, d'autant plus de France Travail jeunes. Ces projets ne répondent en rien aux besoins des salariés et des jeunes.**

**REJOIGNEZ FORCE OUVRIERE**

**LE 7 MARS, METTONS  
LA FRANCE À L'ARRÊT !**



**RÉFORME DES RETRAITES  
C'EST NON !**

**TOUS ENSEMBLE AVEC**

**FO**